

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 Annecy

Annecy, le 24/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GRAPHOCOLOR APTAR**

19 AVENUE DES VIEUX MOULINS  
74000 Annecy

Références : [20240618\\_RAPInspAPTARAnnecy](#)  
Code AIOT : 0006104534

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement GRAPHOCOLOR APTAR, implanté 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS, 74000 Annecy. L'inspection a été annoncée le 28/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant a demandé à rencontrer l'inspection suite aux deux visites de contrôle qui ont eu lieu le 4 et 23 avril 2024 faisant suite aux déversements accidentels d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux pluviales, et ayant abouti à un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRAPHOCOLOR APTAR
- 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 Annecy
- Code AIOT : 0006104534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GRAPHOCOLOR a été créée en janvier 1951, elle emploie entre 200 et 250 salariés. La superficie du site est de 19 000 m<sup>2</sup>. GRAPHOCOLOR a pour activité l'anodisation et la coloration de toutes petites pièces et de petits bouchons en aluminium. Les bouchons sont fabriqués par emboutissage à partir de tôle d'aluminium. L'anodisation et la coloration sont réalisées dans des bains de traitement de surface d'un volume total de 155,7 m<sup>3</sup> répartis dans deux ateliers dénommés U1U2 et U7U8 (ancien atelier U3).

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à projet de mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais      |
|----|---|---|--|--|----------------------------|
| 1  | Chronologie de l'événement  | Code de l'environnement du 04/04/2024, article R512-69  | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 15 jours                   |
| 3  | Rejet d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux pluviales                  | Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4         | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande de justificatif à l'exploitant   | 15 jours                   |
| 4  | liaisons directes entre effluents industriels et milieu récepteur / réseaux | Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.5 et 2.3  | Avec suites, projet de Mise en demeure, respect de prescription  | Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant   | D'ici le 30 septembre 2024 |
| 5  | consignes d'exploitation  | Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.8         | Avec suites, projet de Mise en demeure, respect de prescription  | Mise en demeure, respect de prescription   | D'ici le 30 septembre 2024 |
| 6  | Chronologie de l'événement  | Code de l'environnement du 22/04/2024, article R 512-69 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 15 jours                   |
| 7  | Prévention de la pollution des eaux   | Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.3           | Avec suites, projet de Mise en demeure, respect de prescription  | Mise en demeure, respect de prescription   | 10 mois                    |
| 8  | maintenance des équipements   | Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.8         | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande d'action corrective  | D'ici le 30 septembre 2024 |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 2  | Mesures prises pour éviter un accident similaire | Code de l'environnement du 04/04/2024, article R512-69 | Avec suites, Demande d'action corrective   | Sans objet        |
| 9  | conditions de rejet des effluents                | Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4.2      | Avec suites, projet de Mise en demeure, respect de prescription  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de faire le point sur l'ensemble des demandes formulées à l'exploitant suite aux deux visites de contrôle qui ont eu lieu le 4 et 23 avril 2024 et sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Vu les constats réalisés le jour de l'inspection, le projet de d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été revu. L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant :

#### d'ici le 30 septembre 2024 :

- de respecter les dispositions figurant à l'article 8.1.8 de l'arrêté préfectoral du 29/10/2007. A cet effet, l'exploitant doit établir pour le réseau qu'emprunte les eaux issus du nettoyage des baignoires de rinçage de l'oxydation de la chaîne U7, la liste des alarmes critiques, des vérifications à effectuer, et réaliser ces vérifications et le test de ces alarmes régulièrement. Des consignes doivent être établies et un registre mis en place.
- de respecter les dispositions des articles 8.1.5 et 2.3 de l'arrêté préfectoral du 29/10/2007, à savoir :
  - de rendre impossible une liaison directe entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
  - d'assurer l'étanchéité ainsi que la séparation effective des réseaux de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales du site.

A cet effet, l'exploitant produira un plan des réseaux qu'emprunteront les eaux issus du nettoyage des baignoires de rinçage de l'oxydation de la chaîne U7 permettant de justifier de l'étanchéité du réseau de collecte des eaux industrielles qui listera toutes les barrières de sécurité et leur mode de défaillance ainsi que les procédures de vérifications associées, et notamment pour chaque surverse identifiée.

#### Sous 10 mois :

- de respecter les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 29/10/2007, à savoir assurer l'étanchéité ainsi que la séparation effective des réseaux de collecte des eaux

industrielles et des eaux pluviales du site.

A cet effet, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un rapport de fin de travaux traçant l'ensemble des vérifications et travaux menés pour garantir, de manière pérenne l'étanchéité des réseaux.

Par ailleurs, la visite d'inspection a également mis en évidence des non-conformités. Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il mette en œuvre des actions correctives et qu'il tienne à disposition de l'inspection certains documents justificatifs.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Chronologie de l'événement

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/04/2024, article R512-69  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'accident  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 04/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/06/2024</li></ul>  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> |
| <b>Constats :</b> <p><u>Demandes formulées suite à l'inspection du 4/04/2024:</u></p> <p>La chronologie détaillée de l'événement, présentée ci-dessus, n'a pas été formalisée par l'exploitant. L'exploitant complètera et rectifiera si nécessaire la chronologie ci-dessus, expliquera le volume estimé et modifiera en conséquence le rapport d'incident (fiche de notification d'accident du BARPI et documents associés). Ce rapport sera également mis à jour avec tous les éléments nouveaux obtenus depuis sa rédaction (analyse de l'impact sur l'Isernon, sur les eaux souterraines...) et transmis de nouveau au préfet et à l'inspection.</p>  |

L'exploitant devra estimer la période pendant laquelle la sonde pH était ensablée et si d'autres événements ont pu se produire pendant cette période.

L'exploitant justifiera à l'aide de la surveillance des eaux souterraines, l'absence d'impact de cet événement sur les eaux souterraines. A cet effet, l'exploitant anticipera la prochaine campagne de mesures des eaux souterraines.

Constats du 18/06/2024:

L'exploitant a rectifié à la marge la chronologie détaillée de l'événement, proposée par l'inspection. Il a expliqué le volume estimé d'eaux industrielles rejeté au réseau d'eaux pluviales. Il a également analysé l'impact visuel de ce rejet accidentel sur l'Isernon et a abouti à la conclusion que ce rejet n'a pas pu entraîner la coloration blanchâtre de l'eau de l'Isernon constatée le lendemain sur le Thiou.

L'exploitant a estimé la période pendant laquelle la sonde pH a pu être ensablée (du 14 au 23 mars 2024) et a conclu à l'absence d'autres événements intervenus pendant cette période.

Pour définir l'impact éventuel de cet événement sur les eaux souterraines, l'exploitant a effectué une campagne d'analyse des eaux souterraines le 16/05/2024. Les résultats de cette campagne ont été déclarés dans GIDAF le 22/05/2024 et un tableau des résultats de cette campagne et des précédentes a été transmis. Sur ce tableau, la comparaison des résultats n'est pas aisée, il serait plus pertinent de les présenter sous forme graphique. Enfin l'exploitant n'a pas interprété l'évolution des résultats et n'a pas conclu sur l'impact de cet événement sur les eaux souterraines. Il serait également nécessaire de comparer les résultats des différentes campagnes aux seuils de qualité définis dans l'arrêté du 9 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit interpréter l'évolution des résultats des dernières campagnes d'analyse des eaux souterraines et conclure sur l'impact de cet événement sur les eaux souterraines. Il doit pour cela également comparer les résultats des différentes campagnes aux seuils de qualité définis dans l'arrêté du 9 octobre 2023.

Par ailleurs, le rapport d'incident doit être actualisé en intégrant l'ensemble de ces éléments.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : Mesures prises pour éviter un accident similaire**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 04/04/2024, article R512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déclaration d'accident

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : immédiatement et d'ici la prochaine décontamination

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

##### Demandes formulées suite à l'inspection du 4/04/2024 :

Concernant la pompe débranchée dans la galerie des pompes, un panneau signalétique doit être mis en place immédiatement, dans l'attente de la modification de la prise.

La révision de la procédure de nettoyage des baignoires doit être effective pour la prochaine décontamination.

L'exploitant justifiera de l'étanchéité de l'ensemble du réseau qu'emprunteront les eaux issues du nettoyage des baignoires, et notamment de la fosse U7/U8, d'ici la prochaine décontamination. L'exploitant produira notamment un plan du réseau, et listera toutes les barrières de sécurité et leur mode de défaillance ainsi que les procédures de vérifications associées.

##### Constats du 18/06/2024:

Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que la prise de la galerie des pompes où la pompe était débranchée le jour de l'incident, a été modifiée. Elle est désormais branchée directement à un bornier électrique et ne peut plus être débranchée.

L'exploitant indique dans le document transmis à l'inspection le 1er juillet 2024 que la procédure de nettoyage des baignoires a été mise à jour le 29/03/2024 pour interdire le forçage de la bâche, puis de nouveau avant le 29/06/2024 pour interdire le déversement dans la fosse U7/U8 en attendant le contrôle de son étanchéité d'ici fin septembre 2024. Cette procédure est fournie en annexe 7.

L'exploitant prévoit avant fin septembre 2024:

- de justifier de l'étanchéité de l'ensemble du réseau qu'emprunteront les eaux issues du nettoyage des baignoires, et notamment de la fosse U7/U8
- de produire un plan du réseau, et de lister toutes les barrières de sécurité et leur mode de défaillance ainsi que les procédures de vérifications associées.

|   |
|---|
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit avant fin septembre 2024:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>justifier de l'étanchéité de l'ensemble du réseau qu'emprunteront les eaux issues du nettoyage des baignoires, et notamment de la fosse U7/U8</li> <li>de produire un plan du réseau, et de lister toutes les barrières de sécurité et leur mode de défaillance ainsi que les procédures de vérifications associées.</li> </ul> <p>Cette demande est reprise au constat 4. Elle ne fait donc pas l'objet de proposition de suites à ce constat.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 3 : Rejet d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux pluviales**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de rejet des effluents</p>  |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 04/04/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 15 jours</li> </ul>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>ARTICLE 2.4 : conditions de rejet des effluents</b><br/> <b>2.4.4 - Eaux industrielles</b><br/> 244.1 - Les effluents d'origine industrielle seront rejetés dans le ruisseau de l'Isernon après traitement dans la station de l'établissement.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><u>Demandes formulées suite à l'inspection du 4/04/2024:</u><br/> L'exploitant estimera dans un délai de 15 jours, les flux rejetés pour les différents polluants réglementés dans l'arrêté préfectoral, listera les autres polluants susceptibles d'avoir été rejetés (biocides) et en estimera le cas échéant les flux émis.</p> <p><u>Constats du 18/06/2024:</u><br/> L'exploitant n'a pas estimé les flux rejetés pour les différents polluants, mais les concentrations du mélange rejeté. De plus, il n'a pas détaillé les polluants contenus dans le biocide. Enfin, il n'a pas comparé les concentrations et flux rejetés aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral pour les polluants réglementés par l'arrêté préfectoral et aux valeurs limites de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 pour les autres polluants.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>  |



|  |
|--|
| <p>L'exploitant doit estimer les flux rejetés pour les différents polluants, détailler les polluants contenus dans le biocide et comparer les concentrations et flux rejetés aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral pour les polluants réglementés par l'arrêté préfectoral et aux valeurs limites de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 pour les autres polluants.</p> <p>Par ailleurs, le rapport d'incident doit être actualisé en intégrant l'ensemble de ces éléments.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours  |

**N° 4 : liaisons directes entre effluents industriels et milieu récepteur / réseaux**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.5 et 2.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, liaisons directes entre effluents industriels et milieu récepteur / réseaux   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>8.1.5 :</b> Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p> <p><b><u>ARTICLE 2.3 : Collecte des effluents liquides :</u></b></p> <p>Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.</p> <p><b>Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif.</b> Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.</p> <p><b>Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches.</b> Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.</p> |

**Constats :**Demands formulées suite à l'inspection du 4/04/2024:

Suite à ce constat, il est proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant dans un délai de 3 mois :

- de rendre impossible une liaison directe entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur
- d'assurer l'étanchéité ainsi que la séparation effective du réseau de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales du site.

L'exploitant produira un plan des réseaux qu'emprunteront les eaux issues du nettoyage des baignoires de rinçage de l'oxydation de la chaîne U7 permettant de justifier de l'étanchéité du réseau de collecte des eaux industrielles qui listera toutes les barrières de sécurité et leur mode de défaillance ainsi que les procédures de vérifications associées, et notamment pour chaque surverse identifiée.

Constats du 18/06/2024:

Une zone de pompage des eaux souterraines a été réalisée en amont de la galerie des pompes et le point d'arrivée des eaux souterraines a été rebouché pour ne plus avoir de l'eau de la nappe dans la galerie des pompes.

Lors de la visite, il a été constaté qu'il n'y a plus de pompage des eaux souterraines dans la galerie des pompes et que le muret/batardeau qui séparait la galerie des pompes de la zone de pompage des eaux souterraines a été supprimé.

L'exploitant déclare qu'il ne pourra assurer la séparation effective du réseau de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales de l'ensemble du site avant le 30 juin 2025, en prenant en compte la problématique sur U1/U2.

L'exploitant indique par ailleurs qu'il ne peut avant fin septembre 2024:

- produire le plan des réseaux et la liste toutes les barrières de sécurité et leur mode de défaillance ainsi que les procédures de vérifications associées
- justifier l'étanchéité du réseau de collecte des eaux industrielles de la chaîne U7.

Il précise qu'en attendant il effectue une observation quotidienne.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose au Préfet de mettre en demeure l'exploitant d'ici fin septembre 2024 de produire un plan des réseaux qu'emprunteront les eaux issues du nettoyage des baignoires de rinçage de l'oxydation de la chaîne U7 permettant de justifier de l'étanchéité du réseau de collecte des eaux industrielles qui listera toutes les barrières de sécurité et leur mode de défaillance ainsi que les procédures de vérifications associées, et notamment pour chaque surverse identifiée.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** d'ici fin septembre 2024

**N° 5 : consignes d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.8

**Thème(s) : Risques accidentels, consignes de sécurité**

**Prescription contrôlée :**

**8.1.8 :** Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité,
- les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport,
- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation,
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection,
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 2.3 du présent arrêté.

L'exploitant a l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident conformément aux dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

**Constats :**

Demandes formulées suite à l'inspection du 4/04/2024:

L'exploitant doit établir la liste des alarmes critiques, des vérifications à effectuer, et réaliser ces vérifications et le test de ces alarmes régulièrement. Des consignes doivent être établies et un registre mis en place.

En particulier, par exemple, la sonde pH qui était ensablée est la dernière barrière de sécurité et doit à ce titre faire l'objet d'une vérification régulière.

Suite à ce constat, il est proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant dans un délai de 2 mois d'établir cette consigne et de mettre en place le registre correspondant.

Constats du 18/06/2024:

|   |
|---|
| <p>L'exploitant a mis en place un contrôle quotidien des regards d'eaux pluviales, des sondes de pH et des tuyauteries, et un contrôle chaque heure des pompes de relevage (cf procédure transmise: annexe 9).</p> <p>Cependant, l'exploitant déclare qu'il faut non seulement établir les consignes mais également assurer l'appropriation et la formation du personnel à ces nouvelles consignes. Il demande qu'avec les congés d'été le délai de la mise en demeure sur ce sujet soit allongé jusqu'à fin septembre 2024.</p> <p>L'arrêté préfectoral de mis en demeure proposé au préfet va donc être revu en prenant en compte ce nouveau délai.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection propose au Préfet de mettre en demeure l'exploitant d'ici fin septembre 2024 d'établir les consignes décrivant les contrôles à effectuer, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions de l'article 8.1.8 de l'arrêté préfectoral du 29/10/2007, et de mettre en place un registre dans lequel seront consignées ces opérations/vérifications. L'exploitant établira la liste des alarmes critiques et des vérifications à effectuer.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, produits chimiques</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> d'ici fin septembre 2024</p>  |

#### N° 6 : Chronologie de l'événement

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/04/2024, article R 512-69</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, circonstances et causes de l'accident</p>   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2024</li> </ul> |

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**Demandes formulées suite à l'inspection du 23/04/2024:

L'exploitant adressera au préfet et à l'inspection des installations classées, sous quinze jours un rapport d'incident, conformément à l'article R 512-69 du code de l'environnement.

Il comprendra une analyse approfondie des causes ; cette analyse questionnera en particulier la possibilité d'apports vers le réseau d'eaux pluviales, en dehors de la zone déjà identifiée U1/U2. La galerie technique des eaux industrielles sera expertisée, notamment vers l'ancienne zone de micro-billage.

La caractérisation des conséquences dans l'environnement de la perte d'étanchéité du réseau d'eaux industrielles sera décrite, ainsi que les moyens de surveillance à mettre en œuvre.

Constats du 18/06/2024:

L'exploitant a transmis le 1er juillet un document intitulé "réponse au courrier de la DREAL du 3/05/24" qui inclut en annexe 3 le rapport d'incident.

Ce rapport d'incident devra également nous être transmis de manière indépendante afin qu'il puisse être remonté au BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels). Il en est de même du rapport d'incident actualisé relatif à l'incident du 23 mars 2024.

Ce rapport d'incident ne comprend pas une analyse approfondie des causes puisque l'exploitant a par précaution arrêté l'activité au sein de l'atelier U1/U2 le 25 mai 2024 afin de réaliser une maintenance approfondie de ces équipements et ainsi garantir la mise sous contrôle des fuites ponctuelles observées.

L'exploitant a cependant réalisé une inspection de tous les regards du réseau d'eaux industrielles enterrées suite à l'incident et a mis en place depuis le 22 avril, un contrôle quotidien du regard où avait lieu la fuite. Il a généralisé ce contrôle à tous les regards à partir du 22/05.

De plus, ce rapport d'incident n'inclue pas la caractérisation des conséquences dans l'environnement de la perte d'étanchéité du réseau d'eaux industrielles. La caractérisation du rejet d'eaux blanchâtres demandée au constat suivant n'est pas reprise.

Pour caractériser les conséquences dans l'environnement de la perte d'étanchéité du réseau d'eaux industrielles, l'exploitant a effectué une campagne d'analyse des eaux souterraines le 16/05/2024. Les résultats de cette campagne ont été déclarés dans GIDAF le 22/05/2024 et un

tableau des résultats de cette campagne et des précédentes a été transmis. Sur ce tableau, la comparaison des résultats n'est pas aisée, il serait plus pertinent de les présenter sous forme graphique. Enfin l'exploitant n'a pas interprété ces résultats et n'a pas conclu sur l'impact sur les eaux souterraines de la perte d'étanchéité du réseau d'eaux industrielles en aval de l'unité U1/U2. Il serait également nécessaire de comparer les résultats des différentes campagnes aux seuils de qualité définis dans l'arrêté du 9 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.

L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'une étude hydrologique a été lancée en juin 2024 afin de comprendre les flux d'eaux souterraines et d'identifier s'il est nécessaire d'ajouter d'autres piézomètres.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit interpréter l'évolution des résultats des dernières campagnes d'analyse des eaux souterraines et conclure sur l'impact sur les eaux souterraines de la perte d'étanchéité du réseau d'eaux industrielles en aval de l'unité U1/U2. Il doit pour cela également comparer les résultats des différentes campagnes aux seuils de qualité définis dans l'arrêté du 9 octobre 2023.

L'exploitant doit actualiser le rapport d'incident avec ces éléments et ceux relatifs à la caractérisation du rejet d'eaux blanchâtres demandée au constat suivant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 7 : Prévention de la pollution des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, collecte des effluents liquides

**Prescription contrôlée :**

Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.

Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être

devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.

#### **Constats :**

##### Demandes formulées suite à l'inspection du 23/04/2024:

L'exploitant procédera à la caractérisation du rejet d'eaux blanchâtres présent sur les 3 regards EP situés entre l'Isernon et l'atelier U1/U2 (mesure de l'ensemble des paramètres visés à l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral).

Il transmettra les résultats à l'inspection des installations classées, ainsi qu'au gestionnaire du réseau et à la police de l'eau :

- de la caractérisation des eaux pluviales rejetées suite au premier signalement du 9 avril ;
- de la caractérisation de l'écoulement blanchâtre, tel que visualisé le jour de l'inspection.

Suite à ce constat, il est proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant d'assurer l'étanchéité ainsi que la séparation effective des réseaux de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales du site.

De plus, il devra effectuer un contrôle de l'étanchéité des rétentions lors des travaux de l'unité U1U2.

##### Constats du 18/06/2024:

L'exploitant indique ne pas avoir effectué de prélèvement lors de l'incident du 9 avril. Il a caractérisé le rejet accidentel du 23 mars 2023.

L'exploitant a transmis le rapport d'analyse de caractérisation de l'écoulement blanchâtre qui montrent des dépassements pour les paramètres MEST (368 mg/l au lieu de 30 mg/l) et le phosphore (8,3 mg/l au lieu de 7 mg/l). Le résidu a également été analysé. Le laboratoire indique qu'il est de nature minérale. Le résidu comprend principalement les éléments suivants: Ca, P, Al et O.

Les hydrocarbures et l'azote global, présents dans les paramètres à surveiller à l'article 2.4.4.2 de l'AP de 2007 n'ont pas été mesurés. De plus, les paramètres RSDE suivis par l'exploitant régulièrement n'ont pas été analysés.

Il est à noter que le laboratoire Analyses et surface qui a effectué les analyses n'est pas agréé par le Ministère et n'est pas accrédité pour la matrice eau résiduaire. L'inspection rappelle que l'exploitant doit faire appel à des laboratoires agréés et accrédités pour réaliser ses analyses d'eaux.

Selon l'exploitant, les rapports d'analyse montrent que le rejet blanchâtre a potentiellement 2 sources: hydroxyde d'aluminium/métaux à pH de 7 et carbonate de calcium ou phosphate de calcium.

Vu la caractérisation chimique de l'écoulement blanchâtre, il serait utile que l'exploitant identifie où sont utilisés ces composés chimiques sur le site et donc d'où ils pourraient venir.

Concernant la mise en demeure d'assurer sous 3 mois l'étanchéité ainsi que la séparation effective des réseaux de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales du site.

L'exploitant a par précaution arrêté l'activité au sein de l'atelier U1/U2 le 25 mai 2024 afin de procéder à une reprise complète du système d'évacuation des rejets U1/U2, à une reprise totale du système de rétention U1/U2 (à l'identique de celui existant sur U7/U8) et à une réfection du réseau d'eaux pluviales U1/U2. Ces travaux devraient être achevés pour le 30 juin 2025.

Aussi, l'exploitant a demandé lors de l'inspection à allonger le délai de la mise en demeure à 12 mois.

Cependant, cette prescription concerne tout le site, et notamment l'atelier U7/U8 concerné par le premier incident.

L'exploitant indique que:

- l'assèchement de la galerie des pompes a été réalisé depuis le 14 mai 2024 et est désormais sous surveillance.
- une inspection et reprise si nécessaire de l'étanchéité des bâches de rejet U7U8 est prévue le 16 août 2024
- le passage des tuyauteries d'effluents liquides issus du dégraissage en aérien est à réaliser (délai à confirmer)
- la mise en place de résine sur l'ensemble des galeries sous caillebotis où passe des tuyauteries est à réaliser (planning à définir)

Dans l'attente des contrôles périodiques ont été mis en place en tant que mesures compensatoires.

Avec l'arrêt de l'atelier U1/U2 et les mesures compensatoires mises en oeuvre, les risques sont limités, l'inspection est donc favorable à l'allongement du délai de la mise en demeure à 10 mois.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Vu la caractérisation chimique de l'écoulement blanchâtre, il serait utile que l'exploitant identifie où sont utilisés ces composés chimiques sur le site et donc d'où ils pourraient venir.

L'inspection rappelle que l'exploitant doit faire appel à des laboratoires agréés et accrédités pour réaliser ses analyses d'eaux.

Suite à ce constat, il est proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant d'assurer l'étanchéité ainsi que la séparation effective des réseaux de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales du site dans un délai de 10 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 10 mois

#### **N° 8 : maintenance des équipements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, consignes d'exploitation

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2024



**Prescription contrôlée :**

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :

la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité,  
les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport,  
la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation,  
les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection,  
les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles,  
les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 2.3 du présent arrêté.

L'exploitant a l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident conformément aux dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

**Constats :****Demandes formulées suite à l'inspection du 23/04/2024:**

Suite à ce constat, il est demandé à l'exploitant de mettre en place un programme de maintenance préventive comprenant un examen périodique des réseaux. Les vérifications seront consignées dans un registre qui sera tenu à disposition de l'inspection.

De plus, l'exploitant complétera les consignes de sécurité visées à l'article 8.1.8 afin de tracer le déclenchement des ballons obturateurs. Ces consignes seront également modifiées sur le critère de déclenchement pH (cf point de contrôle n°5).

Le ballon obturateur devra être réparé au plus vite et maintenu en place jusqu'à la fin des travaux

visant à rétablir l'étanchéité des réseaux. Pendant cette période, une inspection quotidienne sera réalisée pour vérifier l'absence de rejet parasite vers l'Isernon.

Constats du 18/06/2024:

Le ballon obturateur a été réparé le 21/05/2024. Une procédure prévoyant une inspection quotidienne et des prélèvements pour analyse a été transmise à l'inspection.

Une nouvelle procédure a également été mise en place depuis le 22/05 avec consignation des pollutions pollustop.

L'exploitant indique également que la consigne pH de l'ensemble des sondes a été modifiée.

Enfin, l'exploitant précise qu'il mettra en place le contrôle périodique de ses tuyauteries (1 fois par an) ainsi que les procédures et enregistrements associés à partir du 30/09/2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place le contrôle périodique de ses tuyauteries (1 fois par an) ainsi que les procédures et enregistrements associés d'ici le 30/09/2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** d'ici le 30/09/2024

**N° 9 : conditions de rejet des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, normes de rejet

**Prescription contrôlée :**

Ces effluents devront respecter les normes suivantes en sortie de la station de traitement de l'établissement, avant rejet au milieu naturel et sans dilution :

pH compris entre 6,5 et 9

**Constats :**

Demandes formulées suite à l'inspection du 23/04/2024:

Suite à ce constat et dans l'attente du rétablissement de l'étanchéité des réseaux, il est proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 3 jours, les valeurs limites de rejets figurant à l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29/10/2007.

A cet effet :

- l'ensemble des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont considérées comme des eaux industrielles et sont renvoyées vers la station de traitement des effluents ;
- la consigne pH sur l'ensemble des sondes sera modifiée de manière à garantir les valeurs limites de pH (rejet compris entre 6,5 et 9).

Constats du 18/06/2024:

L'exploitant déclare que les eaux du réseau pluvial d'U1/U2 ne sont plus rejetées dans l'Isernon.

Elles sont renvoyées systématiquement vers la station de traitement depuis le 22 avril 2024. Le fonctionnement de la pompe de reprise a été constaté le jour de l'inspection.  
L'exploitant déclare également que la consigne pH de l'ensemble des sondes a été modifiée.

La proposition de mise en demeure sur ce sujet n'est donc pas reprise dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure proposé au préfet en pièce jointe de ce rapport.

Lors de la visite, l'inspection a eu l'impression que l'eau dans le regard 5 avait un aspect visqueux (vers 16h30). Les mesures de pH des prélèvements du jour ont été transmises à l'inspection par courriel du 26 juin dans le support de présentation. Les résultats des prélèvements réalisés dans le regard 2 et 4 le 18 juin à 6h30 montrent un pH normal de 7,59.

Pendant la fermeture du site durant l'été (S32 et S33) puisque la station d'épuration sera arrêtée, l'exploitant propose la gestion des eaux du réseau pluvial d'U1/U2 suivantes:

- arrêt du repompage pluvial U1/U2
- suivi continu du pH
- repompage uniquement si pH en dehors de la plage autorisée
- mise à disposition de 2 espaces de stockage pour pompage en cas d'écart de pH

L'inspection demande de compléter la gestion proposée en réalisant des analyses des eaux à rejeter avant l'arrêt pour vérifier que ces rejets sont possibles et pendant l'arrêt (mesures de l'ensemble des paramètres visés à l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral). En cas de dépassements des valeurs limites, l'exploitant en informera l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite